

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 636

semaine du
7 au 13 janvier
2021

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



Bouillonnement

En plein pendant les congés de fin d'année, après treize jours de grève avec le syndicat FO, les éboueurs de Marseille ont gagné sur leurs revendications en s'opposant à la réquisition décidée par le préfet sur demande de la métropole, sous pression de la mairie. Le 4 janvier, les salariés de la raffinerie de Grandpuits (Seine-Maritime) ont décidé la grève reconductible pour protester contre le projet de reconversion du site de Total qui menace 700 emplois.

Malgré le rideau de fumée des décisions pseudo sanitaires du gouvernement et tout le battage médiatique ahurissant qui l'accompagne, la résistance des travailleurs s'exprime, à cette étape de manière partielle.

C'est dans ce contexte que la coordination « StopLoiSecuriteGlobale » qui entend ne pas lâcher appelle à manifester le 16 janvier et à un grand rassemblement le 30 janvier à Paris, « tant que les textes liberticides ne seront pas abandonnés ».

Dans l'Éducation nationale, les fédérations syndicales FO, CGT, FSU, Solidaires, SNCL appellent à la grève le 26 janvier sur des revendications dirigées contre la politique de Blanquer (...).

C'est dans ce contexte que la coordination « StopLoi SecuriteGlobale » qui entend ne pas lâcher appelle à manifester le 16 janvier et à un grand rassemblement le 30 janvier à Paris, « tant que les textes liberticides ne seront pas abandonnés ».

Au sommet de l'État, la crise ne cesse de s'approfondir. Elle a pour moteur la volonté de résistance de millions de jeunes, de travailleurs, elle est alimentée par la défiance et la colère que provoque semaine après semaine l'anarchie des décisions du gouvernement. Les péripéties autour de la campagne de vacci-

nation en sont un ultime révélateur. Les Français ne sont pas anti-vaccins mais ils sont instruits par l'expérience des derniers mois, celle des mensonges sur les masques, des décisions criminelles responsables de la mort de milliers de personnes âgées dans les Ehpad, du confinement.

Parce qu'il est paniqué par le risque d'une explosion sociale, le gouvernement s'enfonce dans la répression et la remise en cause toujours plus grave des libertés démocratiques.

Dernier épisode en date : la validation par le Conseil d'État des trois décrets qui élargissent les possibilités de fichage de la police pour opinions syndicale et politique notamment, suite au référé déposé par les syndicats FO, CGT et FSU, les syndicats d'avocats et de la magistrature. Cette fuite en avant autoritaire du gouvernement a un objectif : contenir la révolte qui est en train de monter afin de poursuivre sa politique au compte du capital financier. Un choc se prépare. ■

Pages 5 et 6

UNIVERSITÉS

La ministre de l'Enseignement supérieur, Frédérique Vidal, vient de publier une circulaire définissant la « reprise progressive à partir de janvier ». Mais la réalité c'est qu'il n'y a pas de reprise puisque Vidal limite l'accès aux établissements à des groupes de dix étudiants au maximum, condamnant l'écrasante majorité des étudiants à rester confinés à domicile, privés de cours...

**Plus de 100 étudiants et personnels de Paris 8 se rassemblent
« On veut que la fac rouvre !
Déclarons l'université ouverte ! »**



À l'université de Paris 8 (Saint-Denis), plus d'une centaine d'étudiants et personnels se sont rassemblés ce mardi 5 janvier dans le hall de l'établissement, exigeant la réouverture de l'université. Ce rassemblement faisait suite à l'appel adopté en AG avec les syndicats CGT Ferc Sup, Sud, Snesup-FSU, intitulé « On veut que la fac rouvre » et qui pour cela considérait « qu'il est nécessaire de nous réunir. De reprendre possession de notre université ». Une nouvelle AG est prévue dans les prochains jours. ■

**À la Sorbonne :
80 étudiants bloquent
la fac**

Théo, étudiant en master de philosophie politique et éthique à l'université de la Sorbonne

Le lundi 4 janvier devait avoir lieu des partiels en présentiel à la faculté de la Sorbonne. Ainsi, alors que les étudiants, comme partout, ont été privés de cours (et ils le sont encore), interdits d'accès à la fac, isolés, abandonnés, n'ayant que des « cours à distance » qui n'ont de cours que le nom... ils devraient maintenant être « évalués », sanctionnés, sur la base d'un semestre universitaire auquel ils n'ont pas eu accès !

Le lundi 4 janvier, à l'initiative d'étudiant.e.s directement >>>

>>> concerné.e.s par ces partiels, des blocages furent donc organisés devant les différents centres de la Sorbonne. Dès 6 heures, environ 80 étudiants étaient présents devant leur faculté pour installer des blocus, bloquant 4 des 5 sites que compose la Sorbonne, soit un niveau de mobilisation assez important dont on n'avait pas vu d'équivalent à la Sorbonne depuis 2018.

Mais à 7 heures, l'arrivée rapide de la police et le sabotage de militants de la Cocarde étudiante (une organisation étudiante d'extrême droite frayant avec l'Action française) ont empêché les étudiant.e.s de maintenir un blocus total. La mobilisation s'est toutefois poursuivie sous différentes formes, bien souvent par le refus de composer lors des épreuves.

Déterminés contre cette injustice, ils entendent bien poursuivre. À l'image des étudiants de la licence de géographie dont nous publions ci-contre des extraits de leur lettre ouverte adoptée ce lundi qui exigent des aménagements pour les épreuves et un retour des cours « sur les bancs de l'université, avec des professeurs en réel ».

Des cours « en réel », pour tous... oui, c'est la seule solution ! ■

Page 15

ARGENTINE

Après l'adoption de la loi légalisant l'avortement



Dans les rues de Buenos Aires après l'annonce de la légalisation : « Es ley ! »

DR

« Es ley ! » (« C'est une loi ! »)

La parole à **Dora Martinez**, secrétaire générale adjointe de la Confédération des travailleurs d'Argentine (CTA) et membre du Cilé

Page 13

IRLANDE

La parole à **Mickey Moran**, secrétaire général d'Eirigi, Parti républicain socialiste d'Irlande



La parole à **Karen Shaughnessy**, déléguée syndicale à Debenhams

JE M'ABONNE À

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES@.....

5 numéros "découverte" : 7 euros

Nom : Prénom :

N° : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

Bulletin à renvoyer à : Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.
Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.